numéro 22 - automne 2008
Cause Commune
Journal anarchiste - www.nefac.net

Agir au lieu d'élire

Le 14 octobre prochain, 23 millions d'électeurs et d'électrices auront la «chance» de voter dans l'une ou l'autre des 308 circonscriptions au Canada pour le candidat ou la candidate de leur choix. D'ici là, chaque jour amènera « d'engagements fermes » pour nous convaincre de déposer dans l'urne notre chèque en blanc. Pour notre part, nous n'irons pas voter. Voici pourquoi.



Le vide

Devant nous se retrouvent un ensemble de partis plus ou moins à droite, plus ou moins à gauche, tous prêts à gouverner en notre nom et à défendre leurs privilèges. Dans la chasse à l'électeur et à l'électrice, tout est permis : racolage, contradictions, demi-vérités, fausses promesses, vrais mensonges. Et comme on peut le constater, ce n'est pas cette élection qui changera quoi que se soit à ces façons de faire.

La légitimité du système démocratique parlementaire repose tout entier sur notre droit d'aller voter. Mais voter pour qui? Pour quoi? Pour des machines à gouverner, pour des spécialistes de la politique qui nous vendent un programme sans garantie, sans possibilité de retourner la marchandise, sans possibilité de résilier le contrat avant la prochaine élection. Bref, on nous demande de déléguer notre souveraineté pour quatre ans, sans droit de regard sur ce que les politiciens feront avec. De quoi être méfiantEs face aux principaux aspirants, à commencer par les Conservateurs et les Libéraux. On peut dire que ces deux partis nous en ont fait baver… depuis la Confédération! Ces deux cliques s'échangent la barre du gouvernement depuis plus de 100 ans : pas étonnant qu'ils considèrent la Chambre des communes comme leur chasse-gardée et se présentent comme les seuls garants « responsables » du pouvoir.

À leurs côtés, jouant les seconds rôles, on retrouve pêle-mêle le Bloc, le NPD et depuis peu le Parti Vert. Ces partis incarnent tous à leur façon « l'alternative » face aux dinosaures de la politique et cherchent à canaliser en termes de votes la colère des électeurs et des électrices. Vous savez, le fameux « vote de protestation ». Mais loin de proposer de nouvelles façons de faire, ils répètent *ad nauseam* ce qu'ils ont appris ailleurs. D'où vient le Bloc Québécois? D'un petit groupe de députés nationalistes dirigé par Lucien Bouchard qui a rompu avec le Parti conservateur et le Parti libéral en 1990. Comment gouvernent les néo-démocrates lorsqu'ils remportent des élections provinciales? Comme le Parti libéral, dont ils s'empressent de rejoindre les rangs lorsqu'ils tentent un retour sur la scène fédérale. Et le Parti Vert? Sa politique « ni gauche, ni droite » l'amène à proposer tout et son contraire, en autant que cela permette d'amasser quelques milliers de voix supplémentaires. Rien de bien nouveau sous le soleil…

Au moins, les choses ont le mérite d'être claires : nous n'obtiendrons aucun changement en profondeur à travers le processus électoral. Ça, tout le monde le sait. Personne ne croit plus aux boniments des politiciens. Mais pendant ce temps, on se laisse faire, on se laisse endormir. À force, on devient cynique et c'est de ce cynisme dont se nourrissent les populistes et les démagogues qui, sans même s'opposer au statu-quo, l'alimentent et forgent les opinions les plus réactionnaires.

Une rupture nécessaire

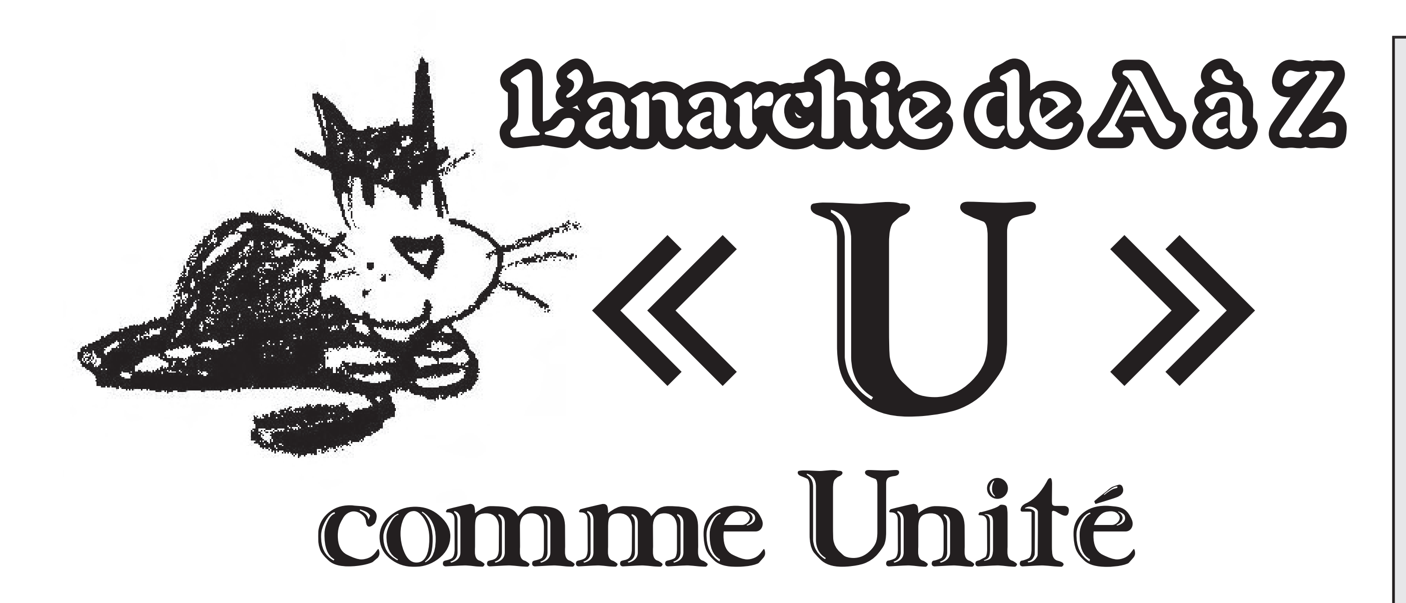
Si de plus en plus de gens ne se déplacent même plus pour aller voter, que ce soit par indifférence ou par rejet du cirque électoral, nous restons néanmoins prisonniers du jeu politique partisan. Au Québec, les candidatEs du Bloc Québécois tentent de se servir de la crainte légitime qu'inspire le programme conservateur pour ramener leurs partisans au bercail. Ce même Parti Conservateur qu'ils ont pourtant appuyé en chambre à plusieurs reprises par pur opportunisme! La même chose est vraie pour le NPD ou les Libéraux dans le reste du Canada.

Ce chantage n'est pas nouveau en soi. Ce qui l'est en revanche, c'est l'irruption dans la campagne de presque toutes les forces de la gauche sociale habituellement non-partisanes (des blogues indépendants aux centrales syndicales). On tente de nous vendre l'idée du vote stratégique et utile comme une fin en soi. Mais ce n'est ni stratégique, ni très utile de brader l'autonomie des mouvements sociaux pour se mettre à la remorque d'un parti, quel qu'il soit. À terme, on ne construit rien de cette façon et à la prochaine élection, on se retrouvera devant le même dilemme. Pour sortir de cette impasse, il faut proposer une action commune et des campagnes d'agitation permanentes qui parviennent à démarquer clairement les intérêts des classes populaires de ceux de la classe dominante.

On ne peut pas rester les bras croisés face à la montée de la droite populiste et religieuse, pas plus que devant l'intervention impérialiste en Afghanistan ou face au transfert massif de la richesse vers les poches des banquiers ou des pétrolières. Si nous voulons imposer nos intérêts face au pouvoir bourgeois, il nous faut construire une force de classe nous permettant d'avancer avec confiance, peu importe le parti qui forme le gouvernement. Il faut cesser d'être l'otage des politiciens et reprendre le contrôle sur nos vies.

Développer une alternative de gauche combative au sein des mouvements sociaux, voilà notre meilleure arme pour lutter efficacement, d'égal à égal, contre ceux et celles qui nous gouvernent. La bataille contre les idées réactionnaires, contre le militarisme et, ultimement, contre l'oppression capitaliste, ne se gagnera pas à travers les urnes mais en luttant sur notre propre terrain : dans la rue, dans nos quartiers, sur nos campus et nos milieux de travail. Beaucoup de chemin reste à parcourir avant d'arriver à ce résultat. Mais en choisissant d'agir au lieu d'élire, nous nous donnons les moyens d'atteindre cet objectif et d'effectuer une rupture définitive avec l'ordre établi.

Affichez-vous! Matériel de campagne disponible à www.nefac.net



L'anarchie de A à Z « U » comme Unité

Une invitation à refonder l'anarchisme organisé

Les collectifs québécois de la NEFAC sont en pleine redéfinition. En effet, les sections québécoises et américaines de la fédération ont décidé de former deux organisations solidaires mais indépendantes. Les 22 et 23 novembre, nous tiendrons un congrès dans la Métropole qui sera l'occasion d'adopter le manifeste et la constitution d'une nouvelle organisation communiste libertaire québécoise. Nous voulons profiter de l'occasion pour entamer un dialogue avec des camarades proches de nous et voir s'il est possible de faire un bout de chemin ensemble et d'intégrer plus de militantEs au processus dans toutes les régions du Québec.

Notre base d'unité

En une petite décennie de luttes, une organisation communiste libertaire sérieuse a enfin réussi à s'implanter au Québec. En soi c'est déjà une victoire, mais il y a encore beaucoup de chemin à faire, selon nous, avant de voir émerger dans la province le type d'organisation révolutionnaire que nous préconisons. Pour assurer le développement de l'anarchisme organisé au Québec, une stratégie impliquant plusieurs tâches à mener de front s'impose. Il s'agit d'enraciner une organisation révolutionnaire militant pour des mouvements sociaux combatifs et pour l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte.

Mais d'abord, de quel type d'organisation parlons-nous? L'organisation, telle que nous la concevons, est l'un des moments des luttes sociales. C'est une assemblée de militantEs sur la même longueur d'onde, un lieu de confrontation et de synthétisation d'idées et d'expériences sociales et politiques. Ce n'est pas un groupe secret, un club privé ou un groupe d'affinité mais une organisation publique dont on peut devenir membre si on est d'accord avec ses positions. L'organisation est nécessaire pour partager des ressources, rompre avec le localisme et maximiser l'impact des pratiques libertaires en coordonnant nos activités politiques. L'expérience nous a amené à adopter les principes d'organisations plateformistes, c'est-à-dire une organisation efficace qui repose sur:

- L'unité théorique et tactique
- Le fédéralisme et la démocratie directe
- La responsabilité collective.

Nous n'avons pas une approche dogmatique de la «Plateforme d'organisation des communistes libertaires», le document de base du «plateformisme»; c'est le point de départ de notre pratique et non le point d'arrivée. Concrètement, la recherche d'unité et de cohérence est un processus permanent qui se vit au travers de débats internes. Le fédéralisme et la démocratie directe nous permettent d'atteindre un certain équilibre entre autonomie et force collective. Ce qui est commun est collectivisé et contrôlé démocratiquement par l'ensemble de l'organisation mais les militantEs gardent leur pleine autonomie politique et organisationnelle dans leur militantisme local. La responsabilité collective signifie que les membres de l'organisation participent aux débats internes et à la prise de décision mais doivent se rallier aux positions majoritaires. Bref, les militantEs sont solidaires des positions et des campagnes adoptées et y participent.

Reconquérir une base sociale

À chaque fois que l'anarchisme a joué un rôle dans d'autres pays, il y avait des anarchistes organiséEs et profondément enracinéEs. Que ce soit en Espagne, en Ukraine, en France ou au Mexique, on trouve un anarchisme organisé présent dans la plupart des localités et tous les quartiers des grandes villes, une activité intense dans tous les mouvements



sociaux, une presse vivante et diversifiée. On peut dire que dans tous les cas où l'anarchisme a compté, il y avait un enracinement et une base sociale au mouvement. C'est ce qui fait défaut à l'anarchisme québécois et c'est ce que nous voulons changer.

Il y a longtemps que le mouvement anarchiste québécois est un phénomène générationnel impliquant essentiellement des jeunes. Chaque nouvelle génération militante chasse la précédente et doit pratiquement réinventer la roue. Pour réussir à reconquérir une base sociale, les communistes libertaires doivent relever le double défi de l'enracinement et de l'insertion sociale sur le moyen et long terme. Si nous n'arrivons pas à développer une présence militante dans les luttes de notre classe, nous n'avons aucune chance. Il est temps de reconsidérer une forme de militantisme fondamentale: l'action de masse des mouvements sociaux dans les quartiers, les écoles, les campus, les lieux de travail, etc. C'est peut-être moins glorieux qu'un certain militantisme «radical» mais c'est incontournable pour s'inscrire dans la durée et construire un courant ouvert sur l'ensemble des réalités de notre classe.

L'anarchisme organisé n'a pas à être confiné aux ghettos militants. Il doit s'épanouir dans les quartiers et les lieux de la vie quotidienne. Le mouvement anarchiste doit aussi sortir des grandes villes et s'implanter sur tout le territoire. Pour consolider l'anarchisme dans notre classe, nous sommes prêtEs à aller là où nous ne sommes pratiquement jamais alléEs : dans les petites villes de la province.

Nous nous engageons à soutenir matériellement et moralement quiconque voudra intégrer un groupe existant de la nouvelle organisation ou en développer un dans sa ville. Refonder l'anarchisme organisé et en faire une force qui compte dans la société n'est pas une mince affaire... Si ça vous intéresse et que vous voulez avoir votre mot à dire, c'est le bon moment. Toutes les contributions sont les bienvenues!

L'irraisonnable émeute

L'émeute est un début de débat. Cette explosion, qui en entraîne ou n'en entraîne pas d'autres, est le premier son, négatif, de la parole libre, l'exigence première de tout changement qualitatif.

– Observatoire de téléologie, 1990.

Alors que le corps du jeune Fredy Alberto Villanueva était à peine refroidi, policiers et journalistes solidaires se remuaient énergiquement dans la soue afin de modérer l'indignation collective. Il faut attendre…On ne sait pas ce qui s'est passé. L'enquête sur la mort du jeune homme sera faite selon les règles de l'art, rien à craindre : la police s'en charge… Le tout est entre bonnes mains.

La jeunesse de Montréal-Nord, elle, a décidé de ne pas attendre. De toute façon, une police c'est une police… Rien à foutre des témoignages préfabriqués et des enquêtes bidons. La procédure, c'est leur procédure, non ? La justice ? Pfff… Allons, un peu de sérieux. On la connaît un peu trop. Elle rapplique, quotidiennement, arrogante, méprisante et raciste, la «justice». On peut voir tes papiers ? Tu sais que t'as pas le droit d'être dans un parc après 11 heures ? Tu veux un ticket mon ti-neg ?

Pendant une nuit, la jeunesse du quartier a cessé d'espérer et de désespérer. Animée par la haine, la colère, la peur et la joie, elle a agi. Elle a détruit des voitures de police, des commerces, des automobiles. Elle s'est dressée devant les forces de l'ordre, de l'État, pour lui faire savoir que son seuil de résignation était atteint. L'instant d'un moment, elle a imposé sa propre volonté au lieu de subir celle, systématique et violente, du pouvoir. Face au conservatisme objectif de l'État, elle a opposé le bordel de sa propre subjectivité.

Loin de l'humiliation, du racisme, des taloches, des jobbines minables, des logements insalubres, des murs beiges et gris des écoles, de l'isolement, des règlements, des lois, des parents qui ne comprennent rien, des beaux discours blancs des politiciens, de la platitude du quotidien, du passé déjà trop lourd et de l'avenir déjà bouché: pour une fois, pendant à peine quelques heures, cette jeunesse s'est mise en scène. Elle a reconquis une mince parcelle de réalité… et y a foutu le feu.

Face à cette vive révolte, certains optent pour la manière forte. Ce sont des voyous, des meutes sauvages, de la racaille! Cessons de les victimiser : il faut plus de matraques, plus de contrôle ! Un décès par balle, semble-t-il, représente l'occasion rêvée de remettre en cause les pratiques «communautaires» des forces de l'ordre. D'ailleurs, ils vous le diront, les policiers sont trop petits et trop polis. Assez de bla-bla-bla communautaires. Il nous faut du muscle ! Il faut de la droiture ! D'autres, tout en condamnant les émeutiers, sont toutefois moins grossiers, moins rudimentaires. Ils cherchent, analysent, tentent de comprendre l'économique, le politique, le culturel. Si la répression est nécessaire, il faut que cesse le profilage racial. Il faut une enquête impartiale, des programmes, de l'argent. Il faut intégrer ces jeunes à la «bonne» société, leur trouver une place, les faire travailler afin qu'ils se sentent «utiles».

Face à ces événements, alors, une seule réponse, triste, poussiéreuse et glauque, par laquelle aucune transformation essentielle ne pourra advenir. C'est la trajectoire de la carotte ou celle du bâton, deux chemins escortant la tapageuse jeunesse vers l'unique et ennuyeuse destination de la citoyenneté tranquille, de l'aliénation du travail et de l'obéissance.

* * *

PLUS JAMAIS! MANIFESTATION FAMILIALE
Samedi 11 octobre 2008, à 14h
Départ: Coin Henri-Bourassa et Saint-Michel
Arrivée: Parc Henri-Bourassa

Organisée par la Coalition contre les abus et la répression policière, regroupant plus d'une dizaine d'organisations

Blogues de la NEFAC...	Actualité des luttes...	Analyse libertaire...
La Commune (Montréal) nefacmtl.blogspot.com	**19 juillet (Sherbrooke)** nefac-sherbrooke.blogspot.com	**Voix de faits (Québec)** voixdefaits.blogspot.com

Géorgie: l'ombre de la guerre froide refait surface...

Les troupes géorgiennes ont entamé une offensive d'envergure le 8 août dernier, en bombardant massivement la capitale de l'une de ses provinces, l'Ossétie du Sud, qui réclame son indépendance. En riposte et pour la première fois depuis l'écroulement de l'URSS, en 1991, la Russie a repris son expansion en dehors de ses frontières sous prétexte de secourir le peuple sud-ossète.

En tout plus de 10000 soldats russes auraient pénétré en territoire géorgien. Un bilan provisoire fait état de plus de 2000 personnes tuées dans le conflit et de plus de 150 000 déplacées (1). Après un cessez le feu, et les tentatives de différentes instances internationales de régler le conflit, les troupes russes tardent à se retirer de la Géorgie. Un conflit inter-impérialistes dont l'enjeu est le contrôle des ressources énergétiques.

L'historique

La Géorgie, un ancien pays des blocs de l'est, avec ses 5 millions d'habitants est coincée entre la Russie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Depuis la montée au pouvoir de Saakashvili, en 2004, plus du tiers de la population géorgienne vit sous le seuil de la pauvreté, le chômage atteint des sommets, les patrons licencient à leur guise, et les manifestations de travailleurs-euses sont durement réprimées. (1)

Depuis 1991, les États-Unis et les transnationales du pétrole, telles que BP et Chevron tentent d'imposer leur influence dans le Caucase et l'Asie centrale et à soustraire de l'influence russe les pays du Caucase qui possèdent des ressources énergétiques ou sont sur la route des oléoducs. Le grand enjeu dans tout ça? Le contrôle des oléoducs, qui transportent le pétrole et le gaz naturel de la mer Caspienne vers l'ex-URSS. Les États-Unis jouent la carte de la nécessité de l'indépendance économique de ces pays afin d'assurer leur indépendance face à la Russie.

L'une de ces provinces indépendantistes, l'Ossétie, est depuis longtemps coupée en deux. D'un côté, l'Ossétie du Nord, une république de la fédération de Russie, depuis 1992, tandis que l'ancienne région autonome d'Ossétie du Sud est intégrée à la Géorgie. Après deux référendums pour leur indépendance, non reconnus internationalement sauf par la Russie, une guerre fratricide y fait rage. (2)

Des impérialismes qui s'affrontent

Les États-Unis accordèrent dans les années 1990 une aide massive à la Géorgie afin de développer leur projet de construction d'un oléoduc (BTC), devant relier l'Azerbaïdjan à la Turquie, en contournant la Russie, l'Iran et l'Arménie. Des compagnies telles que BP et Chevron, propriétaire de la moitié des champs pétroliers du Kazakhstan, furent finalement convaincues par le projet du gouvernement étasunien. Un deuxième projet d'oléoduc (Nabucco), qui acheminerait le pétrole et le gaz naturel, de la mer Caspienne vers la Turquie est actuellement en cours. Les pays de l'ouest seraient donc ainsi assurés d'avoir accès directement à ce 4e plus grand réservoir de gaz naturel de la planète.

La construction de ces deux oléoducs assurerait évidemment l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel pour les pays de l'ouest, mais éloignerait cette ressource de la Russie tout en passant un peu trop près de l'Ossétie. Ce qui ne fait pas l'affaire du président actuel de la Russie, Dmitri Medvedev, ancien président du conseil de direction de Gazprom, une entreprise détenue majoritairement depuis 2006 par l'état Russe et le plus gros exportateur de gaz naturel au monde.(3) En effet, Gazprom, afin de concurrencer l'ouest, élabore la construction d'un oléoduc, au coût de 20 milliards, qui traverserait la mer Noire afin de rejoindre l'Europe. Ce projet mettrait donc en péril les investissements des puissances impérialistes de l'ouest. Bref, d'un côté l'État Géorgien à la solde des États-Unis et de l'autre côté le nationalisme des provinces séparatistes instrumentalisé par Moscou.

L'OTAN

Dans un tel contexte, il est évident que d'assurer une présence militaire permanente afin de garantir le contrôle, la protection des intérêts financiers européens et américains est cruciale. Une présence militaire internationale et le déploiement du bouclier anti-missiles serait un atout majeur pour contrer les ambitions économiques de Moscou. La Russie a donc profité de la situation explosive en Géorgie pour rétablir leur autorité dans le Caucase et compromettre l'adhésion de la Géorgie au sein de l'OTAN. Les dés sont lancés, et l'Europe risque de devoir continuer de transiger avec les Russes afin d'avoir accès aux ressources énergétiques de la mer Caspienne.

Le Caucase est victime d'une multitude de conflits ethniques alimentés par les bourgeoisies qui s'affrontent. Ces habitants servent de chair à canon dans un conflit inter-impérialistes dont l'enjeu majeur est le contrôle des ressources énergétiques. Il est évident que la classe possédante voit l'autonomie de ces peuples comme un élément secondaire à leurs intérêts géostratégiques majeurs dans cette partie du monde. Tant que les peuples du Caucase n'auront pas accès à leur pleine autonomie et à leur autodétermination, la paix et la stabilité sera impossible. Seule la solidarité et la coopération entre les travailleurs-euses de ces pays, afin d'avoir le contrôle sur la production et le transport de leurs ressources, leur permettra d'assurer leur propre destinée. Une prise de conscience de classe est nécessaire pour mettre fin au nationalisme, à l'impérialisme et au capitalisme qui tue chaque jour un peu plus.

Solidarité internationale avec tous les travailleurs-euses du Caucase.

(1)http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=17099&Cr=G%E9orgie&Cr1=Russie
(2)http://www.anarkismo.net/article/9616
(3)http://www.humanite.fr/Qu-est-ce-que-l-Ossetie-du-Sud
(4)http://www.politiqueinternationale.com/revue/print_article.php?id=653&id_revue=116&content=texte

OTAN en emporte l'argent...

Le Kosovo est un État indépendant depuis le mois de février 2008. Son accès à l'indépendance a provoqué de nombreuses réactions à travers le globe, suscitant des prises de positions antagonistes, réduisant ainsi la question aux pro-Kosovo ou aux anti-Kosovo. Ces derniers sont bien entendu majoritairement serbes. Le gouvernement de Belgrade qualifie le Kosovo de «région historique» de la Serbie, prétextant la présence de nombreux monastères orthodoxes. La Serbie est notoirement appuyée par la Russie, alliée historique, mais aussi la Chine. Et bien entendu, les Chinois n'offrent pas leur support en vertu du respect du patrimoine religieux...Qu'est-ce qui se cache derrière l'indépendance kosovare ? Après un bref passage dans ce tout nouveau pays, il est facile de se faire une idée rapide de la situation, tant tout cela saute aux yeux.

Rappelons déjà que le Kosovo a été en guerre durant de longues années. L'UCK, une organisation de guerrilla, y a été active jusqu'à récemment. C'est Ibrahim Rugova, politicien populaire local, qui s'est chargé des négociations politiques et diplomatiques avec la Serbie, sous l'égide des États-Unis. Depuis la guerre civile de 1992-1995, l'OTAN a favorisé l'indépendance de pays tels que la Slovénie, la Croatie, ou la Bosnie-Herzegovine, au détriment, selon elle, de la Serbie dont Belgrade était le Moscou de l'ex-Yougoslavie de Tito. Cette désagrégation s'est soldée par un sentiment de victimisation de la part des Serbes, qui a exacerbé la montée d'un populisme radical et d'un nationalisme ethnique incarné par Slobodan Milosevic et surtout les différentes sphères de l'armée serbe. Ce repli sur soi a culminé en 1999 avec le bombardement de la Serbie par l'OTAN et la situation au Kosovo. Les États-Unis et l'OTAN ont tout fait pour aider le Kosovo à parvenir à une autonomie totale, tolérant même les activités de l'UCK, ou tout du moins en n'exercant pas envers elle une répression systématique. Mais pour quel motif ? Jouer le rôle du gentil pacificateur dans la guerre binaire méchants Serbes contre gentils Kosovars ? C'est un rôle qui sied bien a la police de la planète, si prompt a invoquer des raisons morales à ce qui est en définitive l'inverse.

Si bien qu'il y a encore quelques mois, le Kosovo était synonyme de tension, d'instabilité. Depuis l'indépendance, il y a un black-out sur la situation locale dont même les Serbes n'ont pas idée. En effet, étant à quelques kilomètres de la frontière, les habitants locaux ne savaient rien de ce qui s'y déroulait. En passant la frontière au nord, nous sommes confrontés à premièrement la police serbe, puis l'ONU et la KFOR, la force de l'OTAN. Aucune présence d'une éventuelle autorité kosovare. Les militaires sont partout sur la route qui mène à Pristina, la capitale. Sur celle-ci, on y retrouve bien entendu des traces de la guerre, mais surtout un immense effort de reconstruction. Les travaux sont apparents. C'est simple : il n'y a qu'une route qui conduit vers Pristina, et celle-ci a été payée par l'Union Européenne. Quand en Serbie on retrouve le dinar, le Kosovo jouit déjà de l'euro. Les plans de partenariat avec l'UE sont partout affichés, promus. À proximité de la capitale, on constate la présence de riches résidences nouvellement construites, au style résolumment contemporain. On croirait qu'on y construit une véritable banlieue comme Laval. Les scènes sont surréalistes. Dans ce décor de type désertique se dresse d'immenses baraques de trois étages. Les Mercedes pullulent sur la route. Nombreuses sont celles qui sont immatriculées en Allemagne, en Autriche ou ailleurs en Europe de l'Ouest. En arrivant à Pristina, c'est la confirmation. Des travaux à n'en plus finir, d'énormes bâtiments administratifs en chantier, des drapeaux américains flottant au vent aux quatres coins de la ville...En discutant avec un entrepreneur local, celui-ci explique la création toute nouvelle d'un McDonald a Pristina. Les compagnies américaines et les investisseurs étrangers se bousculent à l'entrée du Kosovo afin de profiter de cette nouvelle manne de profits. Le contraste avec la Serbie toute proche est saisissant. Celle-ci est pauvre, rurale et paysanne. Le Kosovo est bien entendu marqué par une longue guerre, mais on sent qu'en quelques mois, c'est à dire depuis l'indépendance, tout avance à vitesse grand V. Le point culminant est la découverte d'un immense centre commercial édifié sur le modèle nord-américain.

On comprend ainsi très bien les intérêts des USA et des puissances membres de l'OTAN. Les États-Unis bénéficient de la plus importante base militaire de la région, spécialement utilisée pour surveiller les dispositifs russes, et située en pleine Europe de l'Est, position géographique idéale. Voila pourquoi la Russie et la Chine n'acceptent pas le nouveau Kosovo, qui est ni plus ni moins qu'un territoire annexé pour les investisseurs occidentaux. Petit pays ancré au sud des Balkans, celui-ci a tout à gagner de sa position actuelle, avec des dirigeants qui peuvent légitimement rêver de s'en mettre plein les poches. La population kosovare, elle, est bercée dans cette illusion que les États-Unis jouent un rôle humaniste bienveillant, «parce qu'ils apportent du travail et de l'argent». Voici encore le résultat d'une guerre impérialiste dans une des régions les plus troublées du globe. Il y a ceux qui organisent et instrumentalisent la guerre, et ceux et celles qui souffrent des conséquences, quelles qu'elles soient.

Cinéma : deux points de vue anars sur *Le banquet*

Pour

Ce troisième film du réalisateur québécois Sébastien Rose est un véritable coup de massue, comme on en voit rarement au cinéma. Celui-ci met en scène divers personnages: deux leaders étudiants aux méthodes radicalement différentes (l'un prônant le dialogue et l'autre...la grève), le recteur totalement sourd à leurs revendications (contre un dégel des frais de scolarité) et tirant en coulisses les ficelles d'un projet immobilier douteux, la fille du recteur qui est une mère toxicomane tentant de reprendre le contrôle de son existence, un professeur de cinéma qui se retrouve aux prises avec un étudiant perturbateur qui ne manquera pas une seule occasion pour le provoquer.

Même si le scénario de ce film fut écrit avant la grève de 2005 (et aussi avant la tuerie de Dawson), les liens entre divers éléments de ce dernier et ce qui s'est passé au courant de la dernière année au sein du mouvement étudiant, sont frappants. On n'a qu'à penser au scandale de l'Îlot Voyageur ou à la grève - partielle - contre le dégel des frais de scolarité.

La principale question a être soulevée par ce film est celle du rôle que doit occuper l'université dans notre société. Lieu d'apprentissage et de débat ? Ou bien une école comme une autre où l'on vient seulement pour cueillir un diplôme ? D'où vient la logique marchande que nos universités ont adopté ? Ces questions sont posées sans gêne par le réalisateur, par le biais du personnage incarné par Alexis Martin, un professeur de cinéma qui affirme lors d'une réunion en comité disciplinaire que c'est faux que tous les étudiantEs sont capables de suivre des études universitaires.

Sans être d'accord avec cette prise de position, ce film a tout de moins l'utilité d'amener ces questions (que l'on pourrait presque qualifier de taboues) sur la place publique. Car il s'agit là d'une occasion pour les étudiants et étudiantes de faire entendre leurs voix sur le rôle que devraient jouer les universités et aussi, par ricochet, notre système d'éducation dans son entier.

Contre

La sortie du film *Le banquet* de Sébastien Rose a bel et bien pris les militantEs étudiantEs par surprise. Il faut reconnaître que l'image des étudiantEs à travers les médias corporatifs a été à plusieurs reprises, par les Martineau de ce monde, dénigré et travestit en de vulgaire « casseurs ». Avec un long métrage traitant du mouvement étudiant et de l'éducation en général, sortit dans un tel contexte politique, fallait pas s'attendre à un miracle. Bref, on peut bien se demander où Rose s'est référé pour traiter d'un tel sujet, mais disons que sa vision du mouvement étudiant se rapproche de celle véhiculée par le *Journal de Montréal* et TQS.

Le banquet est un drame psychologique où cinq personnages vivent des moments éprouvants pendant une grève étudiante. Tout d'abord, il y a ce prof pédant et déprimé qui rentre en conflit avec l'un de ses étudiants légèrement débile. Ensuite, un recteur ambitieux qui doit conjuguer sa vie professionnelle avec sa fille toxicomane. Puis, un leader étudiant qui est déchiré par ses ambitions personnelles et son travail d'exécutant dans une association étudiante. Bref, une brochette de personnages vivant chacun une certaine forme de détresse psychologique et tous sur le bord de la crise de nerf.

Rose ne s'est pas cassé la tête pour comprendre les enjeux de l'éducation en ce moment au Québec et cela paraît dans son film. Il peint le mouvement étudiant comme une bande d'écervelés désorganiséEs, plus intéresséEs à faire la fête que de réellement ouvrir un débat de société. Il cherche à démontrer la division du mouvement étudiant en représentant deux personnages, Louis-Ferdinand (Frédéric Pierre) et Granger (Pierre-Antoine Lasnier), tous les deux corrompus, aux convictions politiques en totale opposition. On peut remarquer les deux tendances que tente d'exprimer l'auteur, soit la FEUQ par l'intermédiaire de Louis-Ferdinand et l'ASSÉ avec Granger. Naturellement, Granger, une espèce de bohème, reste dans les mêmes clichés que les médias ont construit à propos des militantEs de l'ASSÉ. Malheureusement, les discours de ces deux leaders sortent souvent de façon décousus et il est difficile de comprendre où veut en venir Sébastien Rose. Il est pourtant curieux qu'avec tout le travail théorique produit par l'ASSÉ, l'auteur n'ait pas su mieux synthétiser les idées des militants et militantes de l'ASSÉ. Quand Granger harangue la foule pour dire « que dans la vie, un gros salaire, c'est pas ça qui fait le bonheur », ça prend pas la tête à Papineau pour se rendre compte que Rose a manqué le bateau.

Un autre passage fort décevant du film se déroule lors de l'assemblée générale où le vote de grève est passé avec une cinquantaine de personnes en l'espace de cinq minutes sans plénière et sans recomptage… Encore une fois, les discours étudiants sont inexistants et Rose n'explique en rien les enjeux de l'éducation du point de vue étudiant. Mais la goutte qui fait déborder le vase, c'est le lien que l'auteur réussit à faire entre les tueries dans les écoles et la crise dans le domaine de l'éducation, comme il le souligne lui-même dans le journal étudiant de l'UQAM : « La grande question du film, soutient Sébastien Rose, c'est la crise de l'éducation. Le symbole ultime de la crise, c'est que les gens tirent dans les écoles » (1). Donc, le problème, ce n'est pas nécessairement le sous-financement, mais plutôt les déséquilibrés qui tirent dans nos institutions scolaires? De toute évidence, Rose est complètement ignorant des différentes campagnes qu'a mené l'ASSÉ depuis sa création. Il va sans dire qu'il a échoué sur toute la ligne. Les politiques néolibérales menées par les différents gouvernements des vingt dernières années en matière d'éducation ne peuvent nullement être comparées à un homme souffrant de problème psychologique qui ouvre le feu dans un endroit public!

Si Rose cherchait à aider le mouvement étudiant avec ce film, il a plutôt produit le contraire. Une analyse bâclée et simpliste du mouvement étudiant réside dans ce long métrage. Mais ce n'est pas étonnant avec le discours qu'il peut tenir par l'entremise de son personnage sur la démocratisation de l'éducation. Pour lui, il s'agit d'un nivellement par le bas. Voilà pourquoi les étudiantEs sont dans la rue! Sa perception du mouvement étudiant ne peut que décevoir, autant chez les militantEs de l'ASSÉ, que de la FEUQ.

Note:
(1/) *Montréal Campus*, vol. 29, 10 septembre 2008, p6



Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de *Cause commune*, un peu plus de 500$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1% et 2% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.



Photo: Voix de faits

Avec les élections, le projet de loi C-484 pour octroyer un droit distinct de celui de la mère au fœtus est mis au rancart. C'est là bien probablement la seule bonne nouvelle des élections ! Harper nous promet même que le projet de loi sera retravaillé avant d'être redéposé en Chambre. Là-dessus, il est sûrement nécessaire de se poser des questions : ne nous avait-il pas promis avant les dernières élections que les libertés fondamentales, telles l'avortement, n'allaient pas faire l'objet d'un débat ?

Ce dossier chaud n'est très certainement pas étranger à sa décision d'aller en élection : il est beaucoup plus sûr d'avoir la majorité en Chambre avant de passer un projet de loi aussi controversé ! N'oublions pas, en effet, que même la Fédération des médecins du Québec a osé émettre son opinion politique sur cette remise en question de l'avortement qu'elle a vertement dénoncée. Le débat ravive les passions et ce, de tout bord, tout côté.

Mais même si le projet de loi C-484 est mort au feuilleton, les stratégies pour faire valoir les mœurs conservatrices ne font que redoubler d'ardeur. Aider des conservateurs dans l'arène politique, rien n'est plus facile. Rappelons que la mission de Condition féminine Canada n'est plus de favoriser l'égalité entre hommes et femmes, mais de faire la promotion de la participation des femmes aux institutions. Concrètement, ce que ça veut dire, c'est que les groupes de femmes en défense de droits se sont fait couper leurs subventions et que ceux font la promotion du rôle des femmes comme mère et épouse avant tout sont subventionnés par le gouvernement alors qu'ils ne l'étaient que par des organismes privés par le passé. L'avortement est donc loin d'être un débat clos.

Même si C-484 ne reviendra peut-être pas sous sa forme actuelle, il reste tout de même trois autres projets de loi privés qui tentent de restreindre le libre-choix des femmes. Dans tous les cas, ce qu'on sait, c'est que ce n'est pas par la répression qu'on réussit à faire diminuer le nombre de grossesses non-désirées. Ce qu'on crée avant tout, c'est l'insécurité et l'anxiété des femmes qui, souvent, ferait le même choix d'interrompre leur grossesse dans l'illégalité. D'après Édith Guilbert, médecin invitée à la conférence de SOS Grossesse mardi le 16 septembre dernier à Québec, le taux de mortalité des femmes subissant un avortement est de 330 pour 1 000 dans les pays en voie de développement où l'accès et les ressources sont réduits. Dans un pays comme le Canada, il se situe entre 0,2 et 1,2 pour 1 000 femmes.

L'enjeu est évidemment politique. Les Conservateurs l'ont bien compris. Il ne s'agit pas seulement de défendre sur la place publique des positions morales beaucoup trop teintées de dogmatisme religieux. C'est un enjeu idéologique qui donne à l'État le pouvoir de contrôler nos vies, nos corps et donc, notre autonomie.

Contre-manifestation **pro-choix**
Ne laissons pas la rue à la droite religieuse!

Dimanche le 5 octobre, à 13h00
Devant le Centre mère-enfants du CHUL
(face à Place Laurier, à Ste-Foy)

info: voixdefaits.blogspot.com

Radio-libertaire:

La Rage du peuple
L'émission de la NEFAC-Sherbrooke
Tous les mardi, de 16h à 18h **à CFLX 95,5 FM**

«Voix de faits»
L'émission de la NEFAC-Québec
Tous les mercredi de 20h à 21h **à CKIA 88,3 FM**